

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°001/AONO/MINCOM/CIPM/2025 dupour la
Réhabilitation De La Délégation Régionale de La Communication Du Sud

02 AVR 2025

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'entretien des infrastructures de son Département Ministériel, le Ministre de la Communication Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres national Ouvert pour la réhabilitation de La Délégation Régionale de La Communication Du Sud.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Travaux préliminaires ;
- Maçonnerie ;
- Menuiserie Bois ;
- Menuiserie Aluminium et Métallique ;
- Peinture, étanchéité générale ;
- Electricité et climatisation ;
- Charpente et couverture, faux plafond ;
- Plomberie sanitaire ;
- Voirie et réseaux divers (VRD).

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont subdivisés en un lot unique

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **soixante-dix millions (70.000.000) de Francs CFA Toutes Taxes comprises (TTC).**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **cinq (05) mois soit cent cinquante (150) jours calendaires.** Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation

La participation au présent appel d'offres est exclusivement réservé aux entreprises ou groupement d'entreprises de droit camerounais spécialisées dans le domaine du Bâtiment et Travaux Publics, catégorisées à la catégorie « D Bâtiment et équipements collectif » conformément aux dispositions de l'arrêté n°166/A/MINMAP du 07 juin 2022, fixant les modalités de catégorisation des entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics, et à la Lettre Circulaire n°000006/LC/MINMAP/CAB du 05 février 2025.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par *le Budget d'Investissement Public (BIP) du Ministère de la Communication, de l'exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire n°59 17 160 04 340010 523112.*

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *en ligne*

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million quatre cent mille (1.400.000) Francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

La caution de soumission ne peut pas être régularisée dans les délais réglementaires de 48 heures accordées par la Commission pour les pièces administratives absentes ou non conformes.

NB : La caution doit être accompagnée du récépissé de consignation délivrée par la Caisse de Dépôts et des Consignations (CDEC), conformément à la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024. L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO/MOD aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de soixante-quinze mille (75 000) Francs CFA (payable au trésor public.)

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS à l'adresse <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm>, au plus tard le 30 avril 2025, date limite de réception des offres à 12 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise dans les mêmes délais sous pli scellé avec l'indication claire et lisible : « copie de sauvegarde », en plus de la mention :

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°001/AONO/MINCOM/CIPM/2025 du pour la
réhabilitation de la Délégation Régionale de la Communication du Sud.

NB : Par ailleurs cette copie de sauvegarde devra contenir les originaux de la caution de soumission et du récépissé de la CEDEC et de la quittance d'achat du DAO. Ces originaux ne pourront être acceptés que si le soumissionnaire les a joints dans son offre déposée sur la plateforme de soumission en ligne COLEPS, ou enregistré sur la copie numérique de sauvegarde, en cas de dysfonctionnement de la plateforme.

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage et la Commission des Marchés :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- L'absence de la copie de sauvegarde des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 30 avril 2025 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Communication, dans la salle de conférences du Ministère de la Communication, 1er étage du bâtiment principal abritant ses services à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres et conformément à la circulaire relative à la catégorisation des entreprises du BTP.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Le non-respect d'au moins un de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission et du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- de la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect d'au moins un critère de qualification du conducteur des travaux ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- de l'absence de la copie de sauvegarde pour les soumissions en ligne, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié ou d'un sous détails des prix unitaires dans l'Offre financière ;
- de l'absence ou de la non-conformité d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDP) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée avec la mention « lu et approuvé » ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée avec la mention « lu et approuvé » ;
- de l'absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- de la non satisfaction d'au moins 80% de oui des critères essentiels ;
- de la non satisfaction des Preuves d'acceptation des conditions du marché.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre ;
- les références du soumissionnaire (liste de trois (03) contrats signés et enregistrés minimum sur les trois (03) dernières années assortis de PV de réception) ;
- la capacité financière délivrée par une banque, au moins trente millions (30 000 000) de Francs CFA ;
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- les moyens logistiques ;
- la méthodologie ;

NB : Le système de notation des offres est celui du mode binaire (oui ou non)

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins disante *en incluant le cas échéant les remises proposées*.

17. Nombre maximum de lots

Le présent appel d'offres porte sur un seul lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 02 AVR 2025
Le Ministre de la Communication

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné, le cas échéant
- Président CPM concerné
- Affichage chrono



Henri Emmanuel Jadi

INVITATION TO TENDER

National Open Invitation to Tender N°001/AONO/MINCOM/CIPM/2025 of to Renovate the Regional Delegation of Communication for the South

2 AVR 2025

1. Purpose of the Invitation to Tender

As part of the ongoing maintenance of the infrastructure of his Ministry, the Minister of Communication, Project Owner, hereby launches an Open National Invitation to Tender to rehabilitate the Regional Delegation of Communication for the South.

2. Nature of the Work

The work shall consist of:

- Preliminary works;
- Bricklaying;
- Wood joinery;
- Aluminium and metal joinery;
- Painting, general sealing;
- Electricity and air conditioning;
- Framework and roofing, suspended ceilings;
- Plumbing and sanitation;
- Access roads and various networks.

3. Phases / Allotment

This Invitation to Tender includes a single lot

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is **Seventy million (70.000.000) CFA francs**, all taxes included.

5. Estimated execution deadline

The maximum period set by the Project Owner or the Delegated Project Owner for the delivery of the project under this Invitation to Tender is *five (05) months* i.e. one hundred and fifty (150) calendar days. This period runs from the date of notification of the Administrative Order to commence works.

6. Participation

Participation in this Invitation to Tender is exclusively open to companies or groups of companies established under Cameroon law and specialised in the building and public works sector, classified in category 'D Building and Public facilities' in accordance with the provisions of Order No 166/A/MINMAP of 7 June 2022, to lay down the terms and conditions for classifying contractors in the building and public works sector, and Circular Letter No 000006/LC/MINMAP/CAB of 5 February 2025.

7. Financing

The works subject to this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Communication, for the 2025 financial year, on budget head No. 59 17,160 04 340010 523112.

8. Submission method

The bidding method chosen for this consultation shall be online.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a stamped, manually-paid bid bond issued by a financial body or institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Minister of Finance, the list of which appears in document No.14 of the Tender File. The amount of the bond is one million four hundred thousand (1,400,000) CFA francs, valid for thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids.

Failure to produce a bid bond issued by a first-class banking institution or financial body authorised by the Ministry of Finance to issue public contract bonds, shall result in the outright rejection of the bid..

A bid bond produced but not related to the consultation concerned shall be considered absent.

No bid bond submitted by a bidder during the bid opening session shall be admissible.

The bid bond cannot be regularized within the regulatory 48-hour period granted by the Commission for missing or non-compliant administrative documents.

NB: the bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund, in accordance with circular letter No 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024. If the Deposits and Consignments Fund receipt is not produced when the bids are opened, the bid shall be outrightly rejected.

10. Consultation of the Tender File

The physical file can be consulted free of charge at the office of the MO/MOD during working hours at the Department of General Affairs, Public Contracts Service P.O. BOX: 001 Yaoundé, Telephone: 222231351 upon publication of this notice.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arnp.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The electronic version of the file can be obtained by downloading from the addresses indicated above free of charge. However, electronic submission shall be subject to the payment of a non-refundable sum of seventy-five thousand (75,000) CFA francs for the purchase cost of the Tender File (payable at the Public Treasury).

12. Submission of bids

The bid shall be transmitted by the bidder on the COLEPS platform to the following address <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm>, no later than 30th April 2025, deadline for the reception of bids at 12 p.m. A back-up copy of the bid recorded on a USB key or CD/DVD shall be forwarded within the same time limit in a sealed envelope clearly and legibly indicated: 'Back-up copy', in addition to the above-mentioned indication.

National Open Invitation to Tender N°001/AONO/MINCOM/CIPM/2025 of to Rehabilitate the Regional Delegation of Communication for the South

NB: In addition, this backup copy must contain originals of the bid bond, the receipt issued by CEDEC and the tender file purchase receipt. These originals can only be accepted if the bidder has included them in his tender submitted on the COLEPS online bidding platform, or recorded on the digital backup copy, in the event of the platform being unavailable.

File size and format

The maximum sizes of the documents that will be transited on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

[Candidates shall use compression software to reduce the size of files to be transmitted.]

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be inserted in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following shall be inadmissible by the Project Owner and the Contract Commission:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids submitted after the deadline for submission of offers;
- *Bids non-compliant with the bidding method;*
- Bids with no indication of the identity of the Invitation to Tender;
- The absence of a back-up copy of the bids.

Any incomplete tender in accordance with the requirements of the Tender File, shall be declared inadmissible. Particularly, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds for public contracts or failure to comply with the models of the documents of the Call for Tender shall cause the outright rejection of the tender without any room for complaints.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond submitted by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

If the Deposits and Consignments Fund receipt is not produced when the bids are opened, the bid shall be outrightly rejected.

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in one phase and shall take place on 30th April 2025 at 1 p.m. by the Tenders Board of the Ministry of Communication, at the Conference hall of the Ministry of Communication, 1st floor of the main building of the central services in Yaoundé.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents in the administrative file required shall be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (03) months old or must have been established after the date of signature of this Invitation to Tender and in accordance with the circular on the classification of building and public works companies.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory Criteria

Failure to comply with at least one of these criteria results in the rejection of the bidder's offer.

These include:

- The absence or non-compliance of the bid bond and the receipt issued by CDEC at the opening of the bids;
- Failure to produce, beyond 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing at the time the bids were opened (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with at least one of the work supervisor's qualification criteria;
- Failure to provide a sworn statement that no work has been abandoned in the last three years;
- Non-compliance with the tender file format;
- The absence of the backup copy for online submissions, in the event of a dysfunction of the COLEPS platform;
- The absence of a quantified unit price or a sub-detail of unit prices in the Financial Offer;
- The absence or non-conformity of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE, the SDP);
- The absence of the integrity charter, dated and signed with the indication 'read and approved';
- The absence of a duly filled and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses, with the indication 'read and approved';
- The absence of a site visit certificate signed on honour by the bidder;
- Failure to comply with at least 80% of the essential criteria;
- Failure to provide evidence of acceptance of the contract conditions.

15.2. Essential criteria

The essential criteria for qualifying bidders shall for illustrative purposes include:

- Presentation of the offer;
- Bidder's references (list of at least (03) signed and registered contracts over the last (03) years with acceptance certificates);
- Financial capacity issued by a bank, with at least thirty million (30,000,000) CFA francs;
- Staff qualification and experience;
- Logistics means;
- Methodology.

NB: The system of awarding marks for grading bids shall be binary (yes or no)

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts.

17. Maximum number of lots

This Invitation to tender includes a single lot.

18. Validity period of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the initial deadline for the submission of bids.

19. Additional information

Additional information shall be obtained during working hours from the Department of General Affairs, Public Contracts Service: P.O. Box 001, Yaoundé, and Telephone: 222231351, or online on the COLEPS platform at the address <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other means of electronic communication specified by the Project Owner.

20. Fight against corruption and bad practices

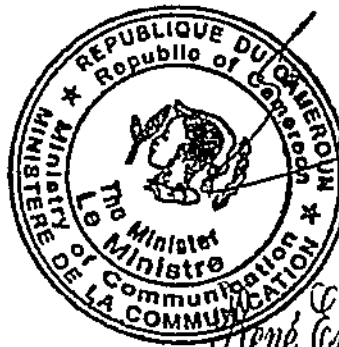
To report corrupt practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers :(+237)673205725 and 699370748.

Yaoundé on 2 AVR 2025

The Minister of Communication

Copies:

- MINMAP/Public Works Authority
- ARMP
- President CIPM/MINCOM
- Archive display



Hené Emmanuel Tadi